

Questions orales

M. David Walker (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse aussi au ministre.

La somme allouée aux dépenses de formation a peut-être augmenté, mais il demeure que l'utilisation de cet argent par le ministère relève du plus pur gaspillage. Des gens qui ont besoin de formation ne la reçoivent tout simplement pas parce que des frais exorbitants sont versés à ces entreprises. Le ministre refuse de s'occuper de cette affaire.

On forme des gens au Manitoba et pourtant, le ministère de l'Emploi et de l'Immigration et d'autres ministères refusent d'annoncer un seul programme d'expansion économique, un seul programme de développement économique dans cette province.

Le ministre aurait-il l'obligeance de me dire et de dire à la Chambre ce que ces gens-là feront, d'après lui, une fois qu'ils auront leur diplôme?

L'hon. Bernard Valcourt (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, ces diplômés vont bénéficier de la politique économique de notre gouvernement. Voilà ce qu'ils vont faire.

Des voix: Oh, oh!

M. Valcourt: Tous les Canadiens en chômage entendent les libéraux rire en ce moment. J'espère qu'ils les entendent.

En 1978, le chef du Parti libéral et chef de l'opposition a dit ceci, en parlant du chômage: «Mais je ne crois pas pouvoir. . .»

Des voix: Règlement.

M. Valcourt: Les bons mots de leur chef ne les intéressent pas.

Mme Albina Guarnieri (Mississauga-Est): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Emploi et de l'Immigration.

Aujourd'hui, le ministre s'enorgueillit des montants qu'il consacre à la formation des chômeurs. Il va peut-être reconnaître aujourd'hui que cette formation a été financée grâce à une augmentation des impôts payés par les salariés grâce à un accroissement des cotisations d'assurance-chômage et qu'en outre, on a sabré dans d'autres programmes d'emploi.

Pourquoi son gouvernement essaie-t-il de camoufler l'importance de son déficit en faisant supporter le coût des programmes d'emplois par le compte d'assurance-chômage? Pour quelles raisons ternit-il l'avenir des travailleurs canadiens afin de polir sa propre image et de cacher ainsi ses échecs?

L'hon. Bernard Valcourt (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, qu'est-ce qu'on

peut entendre dans cette enceinte! C'est un peu comme s'il n'y avait pas qu'un seul contribuable au Canada.

Eh bien, je voudrais signaler aux libéraux que c'est toujours le même contribuable qui paie la note, qu'il vive dans le nord du Nouveau-Brunswick ou en Saskatchewan, lorsqu'il verse ses cotisations.

La députée me demande aujourd'hui de dire aux Canadiens que nous allons suivre la politique néo-démocrate qui consiste à faire marcher la planche à billets afin de donner l'illusion d'une certaine prospérité.

Ce que nous faisons, c'est donner la priorité à la formation dans l'intérêt des Canadiens.

À l'heure actuelle, les besoins de formation sont très élevés. Nous devons reconnaître que nous ne pouvons donner des cours de formation à tous les prestataires de l'assurance-chômage. Nous consacrons donc l'argent à ceux qui en ont le plus besoin.

Mme Albina Guarnieri (Mississauga-Est): Monsieur le Président, le ministre devrait savoir et comprendre que lorsqu'il truque les comptes, ce sont les Canadiens qui paient la note.

Le ministre ne cesse d'affirmer qu'on rejette certaines demandes car il est impossible au gouvernement de répondre aux besoins de tous les prestataires de l'assurance-chômage.

Cela ne surprend pas les chômeurs auxquels on refuse des cours de formation faute de crédits, mais qui voient le gouvernement consacrer sans cesse des deniers publics à des annonces tendant à dire aux Canadiens à quel point ils sont compétitifs.

M. le Président: J'invite la députée à poser sa question.

Mme Guarnieri: Pourquoi le gouvernement a-t-il choisi de dépenser des deniers publics pour influencer l'opinion publique avant les élections, plutôt que pour former des travailleurs qualifiés?

L'hon. Bernard Valcourt (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, je sais qu'il est difficile de contrer les libéraux lorsqu'ils jouent les prophètes de malheur, surtout lorsqu'on n'apprécie pas leurs sombres prédictions.

M. Axworthy (Winnipeg-Sud-Centre): Je sais que c'est votre cas.

M. Valcourt: Le fait est que j'ai parlé tout à l'heure de la politique économique de notre gouvernement et que nos vis-à-vis en ont tous ri.

Eh bien, nous connaissons tous l'importance de l'industrie sidérurgique en Ontario; or, le président du Syndicat canadien des métallurgistes a déclaré dans un article que, durant le premier trimestre de cette année, les ventes des aciéries avaient augmenté de 3 p. 100 et qu'on pouvait donc très bien envisager une augmentation de 5 p. 100 par rapport à l'année dernière.